

Les nouvelles figures « modérées » de l'islam de France et l'ombre des Frères-musulmans



Le 25 mai dernier, une mosquée géante liée aux Frères-musulmans a été créée à Mulhouse (EnNour/La Lumière). Fruit de dix années de travaux, en partie payés par l'incontournable Qatar, pays-parrain des Frères musulmans dans le monde, l'édifice a coûté 2,6 millions d'euros, dont 230 000 euros offerts par la ville.

Avec Alexandre Del Valle

Face à l'activisme culturel et communautaire du ministère turc des affaires religieuses et de ses réseaux islamistes pro-Erdogan (Diyanet, DITIB et Milli Görüs), l'Est de la France semble être devenu une nouvelle terre de conquête pour les Frères Musulmans. Une grande mosquée de Reims a d'ailleurs été également inaugurée en mars dernier, en présence du sous-préfet, de la députée LREM Aina Kuric et de représentants du Qatar et du Koweït, bienfaiteurs habituels des Frères-musulmans, sans oublier Amar Lasfar, le président de Musulmans de France. Plus récemment, le 31 mai dernier, le ministre de l'Intérieur et du Culte français, Christophe Castaner, a accepté l'invitation du président du conseil régional du culte musulman (CRCM), le Marocain Abdelaq Nabaoui, ex-Frère-musulman, à une soirée de rupture du jeûne du ramadan (Iftar). Sachant que Nabaoui est en guerre ouverte avec les instances nationales-parisiennes du CFCM, actuellement dirigé par le pôle rival pro-Erdogan du franco-turc Ahmet Ogras, le geste de Castaner, qui a vanté les initiatives de Nabaoui en faveur d'un « islam de France » modéré, est révélateur d'un choix. Mais ce choix du gouvernement en faveur de Nabaoui et de ses soutiens de l'Association musulmane pour un Islam de France » (AMIF), fondée par le franco-tunisien El-Karoui, est-il réellement celui d'un « islam modéré » face au fléau de l'islamisme communautariste ? Rien n'est moins sûr.

En venant fêter l'iftar en Alsace à l'invitation de l'ex-Frère-musulman Nabaoui, Castaner *ade facto* désavoué le CFCM (créé par l'ex-ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy en 2003), dont la soirée annuelle de l'iftar concurrente organisée à Paris le même jour a été ostensiblement boudée par le gouvernement. Certains y ont vu une bonne nouvelle, puisque le CRCM alsacien présidé par le Marocain Nabaoui se présente comme un pôle « modéré ». Abdelaq Nabaoui est en fait brouillé avec le CFCM et son président franco-turc Ahmed Ogras, mais il est membre d'une nouvelle entité, l'Association musulmane pour un islam de France » (AMIF), créée par le normalien adepte d'un islam des Lumières, Hakim El Karoui, proche d'Emmanuel Macron, son ancien collègue à la Rothschild. Rappelons que fin 2018, Hakim El Karoui, qui a dénoncé l'islamisme radical dans deux rapports de l'Institut Montaigne, notamment *La Fabrique de l'islamisme* (2018), propose d'édifier sur les ruines du CFCM cet « islam de France » jusqu'alors introuvable et jusqu'à peu exclusivement contrôlé par des associations et puissances islamiques étrangères ou transnationales (Turquie néo-ottomane d'Erdogan ; Arabie saoudite/wahhabisme, Qatar, Frères musulmans, Maroc, Algérie, etc).. L'AMIF a pour vocation officielle de « préparer l'islam de France », à l'instar du CFCM créé par Nicolas Sarkozy en 2003, lequel n'a d'ailleurs absolument pas atteint l'objectif affiché.

Pour Abdelaq Nabaoui et Hakim El Karoui, l'islam de France devrait être intégré dans le régime concordataire alsacien qui permet de bénéficier des subsides publics et autres enseignements publics, ce qui n'est pas légal que dans le reste de la France laïque. L'idée de profiter du système concordataire pour faire « émerger un islam français » semble certes louable, et le ministre de l'intérieur et des Cultes Christophe Castaner a récemment validé *de facto* le projet El Karoui/Nabaoui lors du dîner de l'iftar de Strasbourg. En réalité, derrière le projet d'un « islam de France » que les très républicains et patriotes Charles Pasqua et Jean Pierre Chevènement n'ont pas réussi à installer lorsqu'ils étaient ministres, se cachent les stratégies d'entrismes extrêmement efficaces des Frères musulmans ou plutôt des curieux « réformistes » qui sont en fait d'anciens Frères musulmans et dont la formation à la duplicité frériste les pousse à amadouer les « infidèles en niant la caractère problématique et belligène de la Tradition et de islamique (Charià, Sira, Hadith, Fiqh, Coran), dans laquelle les femmes et les non-musulmans sont soumis à un statut d'infériorité légal et les punitions corporelles et le jihad sont légitimés. Il est certes difficile de contester la légitimité de l'objectif d'El-Karoui exprimée notamment dans son rapport *La fabrique de l'islamisme* (2018) visant à lutter contre les financements et ingérences d'Etats étrangers qui radicalisent l'islam de France depuis des décennies et empêchent ainsi la pleine intégration des musulmans appelés à demeurer des « sujets » des pays d'origine et à ne pas s'intégrer aux mœurs « infidèles ». Toutefois, là où le bât blesse, c'est que même l'islam non piloté depuis l'étranger, « l'islam français », n'est pas forcément plus « modéré » que l'islam consulaire, loin de là même. Comment cela est-ce possible ? En fait, le seul grand pôle modéré de l'islam de France aujourd'hui demeure celui de la mosquée de Paris, lié à l'Etat algérien, à travers sa figure emblématique, le Recteur Dalil Boubakeur, grand adepte des Lumières et amoureux de Voltaire. En dehors de ce pôle et d'imams modérés très isolés comme Hassen Chalghoumi, l'islam qui « monte » auprès des jeunes musulmans de France détachés des pays d'origine est le salafisme et le frérisme, de moins en moins pilotés depuis l'extérieur, qui disposent de financements autonomes (fidèles, commerce du hallal). Cet islam « fréro-salafiste » est imprégné de la doctrine totalitaire et théocratique-obscurantiste de la 4ème école juridique de l'islam sunnite, l'hanbalisme, dans ses déclinaisons frères-musulmanes, qui se revendiquent de la « Salafiya réformiste », comme dans ses versions néo-wahhabites et salafistes « quiétistes ». Cet islam standard fréro-salafiste est distillé en terre d'islam, en France et en Europe depuis des décennies, avec la protection consulaire de l'Arabie saoudite pour le salafisme wahhabite et du Qatar et de la Turquie d'Erdogan pour les Frères musulmans, mais il est de plus en plus affranchi des Etats étrangers dans la mesure où il s'est largement « autochtonisé » et qu'il s'autofinance. Cet islam « fréro-salafiste » dominant en France dans les cités abandonnées par l'Etat, les prisons, les grands événements (congrès annuel du Bourget) et universités ou pôles juridiques (Université saint Léger du Fourgeret et Institut pour la Prédication et la Fatwa), est d'autant plus redoutable qu'il tient le terrain, qu'il est polymorphe, qu'il se décline en plusieurs voies complémentaires, des plus radicales (jihadistes) ou plus « modérées » (piétistes : légalistes/quiétistes). Et il use et abuse de la *taqiya* dans sa stratégie d'infiltration des structures officielles de représentation de l'islam de France et d'Occident en se posant en garant d'un islam « modéré » ou « réformiste » face à l'islam « étranger » et au jihadisme, d'ailleurs considéré trop facilement comme « étranger » à l'islam « réel », nécessairement « modéré ».

Parmi les membres de l'AMIF, partenaires majeurs d'El-Karoui, certains profils sont pourtant loin d'incarner la modération et l'élan « réformiste-laïque » affiché, leur point commun étant de provenir des Frères musulmans, de ménager les idéologues et juristes de référence de cette confrérie islamiste, et de faire passer leur attachement à un islam sunnite très orthodoxe pour un islam qui n'a de modéré non pas la doctrine réformiste annoncée mais l'enrobage rhétorique. Un paradoxe d'autant plus problématique que, dans le monde arabo-musulman lui-même, tous ceux qui combattent la théocratie islamiste dénoncent non seulement les références fréro-salafistes mais le corpus islamique sunnite lui-même qu'ils appellent à purger des pans les plus violents, liberticides et totalitaires de la loi islamique.

Les nouvelles figures charismatiques de l'islam « de France » présentes dans l'AMIF sont-elles vraiment « modérées » ?

Outre El-Karoui et l'ex-Frère-musulman Nabaoui qui sévit sur Oumma.com, cités plus haut, l'AMIF a comme figures de référence, l'ex-frère-musulman, Tareq Oubrou, intellectuel autodidacte grand ami d'Alain Hupé et imam de la mosquée de Bordeaux, puis le très intello réformiste « Mohamed Barjafil, lui aussi rompu aux techniques des discours ambigus et parfois même doubles, notamment dans son appréciation des Frères musulmans et de sa vision de la Charià officielle. Afin de voir de quel bois se chauffe ce nouvel « islam de France modéré », analysons les parcours, les références associatives, les écoles de pensées et les positions passées et présentes de trois de ses personnages centraux.

Abdelaq Nabaoui

Abdelaq Nabaoui, le président du conseil régional du culte musulman (CRCM) d'Alsace s'emploie à être reconnu comme l'une des principales figures montantes de cet islam hexagonal jusqu'alors introuvables. Présenté par la majorité gouvernementale comme un « modéré », Nabaoui est un personnage plus complexe, et certains de ses propos récents ne plaident dans ce sens, sachant tout de même qu'il est un transfuge des Frères-musulmans de l'ex-UOIF (Union des organisations islamiques en France, rebaptisée « Musulmans de France). Nabaoui est par ailleurs en conflit ouvert avec le CFCM qui lui reproche de faire cavalier seul dans sa tentative de créer un nouvel islam national à partir du laboratoire alsacien concordataire. Cette rivalité explique pourquoi le CFCM a récemment démis Nabaoui de ses fonctions d'aumônier national des hôpitaux. Face au pôle turc pro-Erdogan qui tient le CFCM (DITIB et Milli Görüs) et bien qu'ex-frère musulman, Abdelaq Nabaoui, arrivé à la tête du CRCM Alsace en 2016, est soutenu par les Marocains de l'Union des mosquées de France et le Consul général du Maroc, puis Mohamed Moussaoui, l'ex-président du CFCM. Abdelaq Nabaoui en appelle pompeusement à « un islam pluriel riche des génies arabes, turcs et caucasiens qui doit trouver sa place en Europe », mais derrière ces paroles creuses et habituelles, le but des Marocains proches de Nabaoui est de contrer les DITIB et Milli

Görüs turques accusés « d'immixtion étrangère dans les cultes », et de « politisation des lieux de culte », ce qu'il n'est certes pas entièrement faux, tout en étant une accusation miroir, puisque l'Etat marocain, Etat islamique qui persécute les convertis au christianisme et autres athées-apostats, est lui-même un pôle islamique étranger qui instrumentalise les enjeux confessionnels des musulmans de France afin de contrôler politiquement ces musulmans et de maintenir les descendants marocains dans leur statut de « sujets » de sa Majesté Mohamed VI. D'où le refus de soutenir le projet de faculté de théologie islamique turc voulu par la DitiB à Strasbourg.

Mohamed Barjafil

Imam d'Ivry-sur-Seine d'origine comorienne, Bajrafil, presque aussi médiatique que Tarik Ramadan jadis ou Tarik Oubrou aujourd'hui, est l'auteur de la « *Lettre à un jeune musulman* » (Plein Jour). A l'instar de Ramadan, il est plus souvent présenté par les médias comme un « spécialiste de l'islam », comme s'il était « neutre » et académique, et loué pour son combat en faveur d'un « *islam républicain* » et hostile à l'islamisme radical. En réalité, le pédigrée de Bajrafil en dit plus long que ses déclarations intellectualisantes et ses phrases pompeuses qui ne servent qu'à embrouiller son interlocuteur naïf : Bajrafil est membre du « Conseil Théologique des Musulmans de France » composé exclusivement de prédicateurs favorables aux Frères Musulmans et/ou membres de l'UOIF, et dont le vice-président et co-fondateur n'est autre que Mohamed Najah, lequel ne cache pas son admiration pour les pires islamistes radicaux de la planète. Bajrafil a d'ailleurs été formé à l'école des propagandistes islamistes Safwat Hijazi et Youssouf al-Qardaoui (voir infra), qu'il présente dans ses déclarations ou écrits comme « ses références » (cf son site officiel). C'est ainsi que dans son livre *Islam de France an I*, (éditions Plein jour, 2015), qu'il n'a jamais démenti depuis, Bajrafil qualifie de « *livre de référence du droit musulman dans la gestion du pouvoir* » (p.37) *Les Statuts gouvernementaux* du juriste al-Mawardi (972-1058), référence majeure de l'islamisme radical dont le « traité de droit » précité a pour objectif de guider les musulmans vers le « Califat idéal » et qui prône le jihad guerrier et maintes inégalités musulmans-non-musulmans. Parmi ces dispositions chères à Mawardi que ne dénonce ni ne réforme Bajrafil, figurent notamment l'interdiction d'édifier des églises en terre d'islam et les mesures discriminatoires chariatiques contre les chrétiens et les autres groupes « d'infidèles » (statut de la dhimmitude). On peut citer ces passages du traité de Mawardi loué par Bajrafil : « *ils ne peuvent élever en pays d'islam de nouvelles synagogues ou églises, qui sont, le cas échéant démolies à leur détriment* » ; et « *on doit combattre ceux qui, après y avoir été invités, se refusent à embrasser l'islam, jusqu'à ce qu'ils se convertissent ou deviennent tributaires* ». Mawardi est également très connu pour avoir légiféré et commenté des hadiths et des passages du Coran dans le but de justifier le statut de sujétion des non-musulmans juifs ou chrétiens appelé (« *ahl al-Dhimma* ») qui prévoit que les chrétiens et juifs soient « humiliés » (*saghiroun*, 9 ; 29) et qu'ils paient un impôt (*jizya*) en échange de leur « sauvegarde » physique. Bajrafil loue également les mérites du « *grand juriste musulman* » Ibn Qayyim al Jaziyiyya (page 28 du livre de Bajrafil), présenté comme une « référence », or ce « grand juriste » est l'auteur d'un traité entièrement consacré au statut de soumission des non-musulmans intitulé : *Le Statut des tributaires (Akâm ahl al dhimma)*, qui invite à dominer les chrétiens et leur interdit de sonner les cloches ou d'exhiber des croix. Bajrafil vante également l'incontournable Youssef al-Qardaoui, la référence suprême des Frères musulmans et président du Conseil européen de la Fatwa des Frères Musulmans, vanté avec d'autres « cheikhs » intégristes-fréristes de ce Conseil (*Ahmed Jaballah, UOIF ; al-Arabi Becheri ; Abou Salman* », etc. Le fanatique antisémite et mécréantophobe Qardaoui est ainsi qualifié par Bajrafil d'homme que l'on doit « respecter » car « *il a fini ses études de doctorat en 1979 quand j'étais encore en couche. Je n'ai pas à me moquer de lui* », ce qui est habile car cela permet de le défendre sans le dire de façon explicite et avec la possibilité de pouvoir se rétracter en prétextant un simple « respect des anciens ». Rappelons pourtant que Youssef al-Qardaoui soutient systématiquement les terroristes du Hamas ; qu'il a prononcé des fatwas invitant à « *tuer les juifs et les homosexuels* » ; qu'il a affirmé que « *l'extermination des Juifs sous Hitler est un châtimeur divin* », et qu'il a déclaré à de nombreuses reprises que l'acte jihadiste suicide est valable, y compris pour des femmes et des handicapés, notamment en Irak ou en Palestine. Qardaoui a aussi souhaité l'islamisation totale de l'Europe infidèle en invitant à commencer par Rome... Pour résumer, comme d'autres étranges « réformistes », Bajrafil n'a jamais osé dénoncer l'idéologie totalitaire des Frères Musulmans, en encore moins les nombreuses références du Coran, des Hadith, de la Sira, de la Chariâ (loi islamique) et du Fiqh (droit islamique) qui invitent à tuer, soumettre, humilier et/ou assujettir les non-musulmans et/ou les musulmans « apostats ». Enfin, concernant le disciple européen le plus célèbre de Qardaoui, Tariq Ramadan, rappelons que Bajrafil n'a jamais voulu le désavouer, disant de celui qui a pratiqué la *taqiya* durant des décennies sur les plateaux TV ou avec ses amis « anti-racistes » avant d'agresser sexuellement tant de femmes : « *au moins il a travaillé, il a fait réfléchir sa tête, il a sorti de sa tête ce qu'il croit être bon pour sa communauté (...)* Pourquoi faire des mises en garde contre Tariq Ramadan ? ». Rappelons en outre que cette figure du « nouvel islam modéré national » a organisé dans sa mosquée d'Ivry des « Weekends du ramadan » en juin 2018, avec la participation de Nouredine Aoussat, grand soutien des Frères-Musulmans égyptiens, qui affirma lors d'une conférence chez l'imâm Khattabi de Montpellier : « *C'est Allah qui a envoyé son Messenger, avec la religion de la vérité, afin qu'elle triomphe, qu'elle prenne le dessus sur tout, même si les polythéistes et les Mécréants voudraient autre chose, voudraient l'arrêter, ils ne pourront pas le faire* ». (Conférence à la Mosquée Aïcha de Montpellier en décembre 2015). Sur son site officiel, bajrafil est allé jusqu'à citer sans complexe deux dangereux théoriciens du « jihad offensif » : Al-Bouti, qualifié d'une de ses « *plus grandes rencontres* » et le Cheikh Abu Bakr Al Jazaïri, qu'il a eu lui aussi « *l'honneur* » de rencontrer ». Précisons tout de même qu'Al-Jazaïri écrit dans son ouvrage, *La voie du musulman* (éditions Albouara, 2014, en vente à la FNAC en France), que le croyant doit tout faire pour amasser de l'argent en vue d'acquérir des armes pour « *le jihad qui contribue à éradiquer toute autre adoration autre que celle du seigneur* » (p 263) ; qu'il doit « *prohiber toute autre adoration que celle de Dieu, l'Unique* » (264), que « *tous les tous les musulmans, formant un seul ou plusieurs états séparés, doivent s'équiper de toutes sortes d'armes. Ils doivent aussi se perfectionner et s'améliorer dans l'art militaire défensif et offensif, pour défendre ou attaquer au moment opportun pour que le verbe de Dieu triomphe* » (p267) ; qu'avant d'entreprendre la guerre contre les infidèles, il faut les convier à l'islam, s'ils refusent on les invite à payer un tribut, s'ils refusent finalement, on recourt aux armes » (p269) ; que « *Celui qui renie les décrets divins concernant la prière, le jeûne, le pèlerinage, l'obéissance aux parents ou le Jihad est un renégat (...)* passible de la peine capitale » ; que « *Le Prophète est formel: "On ne doit ni édifier d'églises en terre d'islam ni les restaurer"* (p 271) ; que « *Dieu veut que les musulmans exterminent les polythéistes sans leur donner l'avantage d'être considérés comme prisonniers* » (p274), et que « *Le Prophète dit: "Tuez celui qui renie sa religion"* » (p394). Al Jazaïri que Bajrafil a « *l'honneur de connaître* », affirme également, dans *La Doctrine du croyant*, que « *l'Europe connaîtra un jour le pire malheur, et endurera la pire agonie pour ses crimes contre l'islam, la religion d'Allah qui est aussi la sienne, car elle ne peut en avoir d'autres. Pour ce qui lui arrivera elle ne devra s'en prendre qu'à elle-même car Allah n'est pas injuste* » (éditions Al Azhar, 2016). Malgré tout cela, et grâce à l'habileté rhétorique et au double discours des propagandistes islamiques hélas relayée par leurs alliés/idiotes utiles rouges/roses « anti-racistes » en guerre contre les « islamophobes », les médias présentent depuis des années le Conseil Théologique de Mohamed

Najah et Mohamed Bajrafil comme un outil de réflexion au service d'un « islam modéré ». Or ce pompeux « Conseil théologique » défendu par Mohamed Bajrafil est non pas le représentant d'un « islam modéré » qui ne pourrait être qu'hétérodoxe, mais d'un islam sunnite littéraliste et ultra-orthodoxe, source commune aux islamistes radicaux et aux traditionalistes musulmans. La preuve est facilement administrable en reprenant les propos de Barjafil qui, en guise de « modéré », agit parfois ouvertement en inquisiteur lorsqu'il condamne (vidéo à l'appui) par exemple la foi « hérétique » des Ahmadiyya, une secte musulmane soufie hétérodoxe. Quand on sait que Bajrafil est membre fondateur de Al Kawakibi, centre de recherches invitant à « réformer l'islam sans toucher au Coran, par le dépassement des interprétations saoudiennes-wahhabites », il est clair que l'on a pas la même définition du terme « réformisme », que les Frères musulmans ont d'ailleurs, et pour cause, toujours employé en se présentant comme des adeptes du « salafisme réformiste » (*salafiyya islahiyya*), ce qui en dit long sur la stratégie subversive utilisée par les milieux islamiques prosélytes-conquérants dans nos sociétés ouvertes

Tareq Oubrou

L'actuel « recteur de la Grande Mosquée de Bordeaux », également médiatisé, et depuis plus longtemps, est notamment l'auteur de la tribune des « 30 imams indignés prêts à nous mettre au service de notre pays » qui a été publiée dans *Le Monde* et qui dénonçait le terrorisme et l'antisémitisme en France, en réponse au manifeste publié par 300 personnalités en lutte contre le "nouvel antisémitisme" islamique. Bien que se défendant de répondre aux 300 qui demandaient que les « verset du Coran appelant au meurtre et au châtement des juifs, des chrétiens et des incroyants soient frappés de caducité par les autorités théologiques », Oubrou ripostait par une négation manifeste de la réalité en écrivant : « Je ne sais pas dans quelle langue ils ont lu le texte coranique » a rétorqué Tareq Oubrou. *Il n'y a pas d'appel au meurtre, ni à l'époque du Prophète, ni aujourd'hui. Il faudrait changer les lunettes et l'esprit et la perception qu'on a du texte. L'Islam appelle à la paix et ce combat, mené par le Prophète, est pour asseoir la paix, pour que chacun choisisse la religion qu'il entend* ». Mais revenons au passé et aux propos plus explicites et anciens de l'imam préféré de Juppé, qui critique à juste titre l'idéologue néo-califale de Daech mais vantait ce même projet impérialiste islamiste Califal dans une vidéo récemment exhumée et qui auraient pu avoir été écrits par les plus radicaux des islamistes-salafistes : « *Le Califat est déclaré aboli par Atatürk (...) un juif d'origine et qui s'est déguisé en musulman ...* »

Le Califat est une obligation, et la réunion des musulmans autour de ce Calife est une obligation, et tant que les Musulmans ne sont pas réunis autour du Califat, ils sont des pécheurs, sauf ceux qui œuvrent pour instaurer ce Califat ! [...] ». *La frontière entre deux pays musulmans est une hérésie méprisable par l'Islam. Les Frères Musulmans ne reconnaissent pas les frontières entre les peuples musulmans. Ils reconnaissent une communauté qui doit être réunie autour d'un Califat qui a ses représentants dans ces différents pays (Wilaya). C'est un gouvernement car la politique est un élément, une partie de l'Islam. (...) Il dirige la vie par la religion. C'est une manière de vivre, c'est une conception des choses, c'est un mode vie selon la volonté d'Allah (...). C'est parce que Allah nous a demandé de construire des individus musulmans, des familles musulmanes, des sociétés musulmanes, des états islamiques, un califat islamique qui réunit tous les états islamiques ! C'est parce Allah nous a demandé de faire ça qu'on le fait !* ». Pour finir, celui qui prétend aujourd'hui ne pas être un frère musulman fait l'éloge du fondateur de la confrérie islamiste : « *Hassan El Banna, bien sûr qu'il est dangereux pour l'Occident (...) ils ont fêté sa mort ... ici en Europe toutes les églises ont fait sonner leurs cloches. Mais l'Imam El Banna était très intelligent, il ne se manifestait pas, il procédait étape par étape ... [.] C'était trop tard pour eux [...] Il a laissé des générations qui se sont infiltrés dans les sociétés. (...) Bien sûr c'est un danger !* » <http://www.islametinfo.fr/2015/02/13/quand-tareq-oubrou-parlait-comme-daesh-du-califat-video-choc/>.

En guise de conclusion

Aujourd'hui, l'homme qui a tenu publiquement ces propos est devenu l'un des chouchous des pouvoirs publics et des médias, et fait partie des figures clefs de cet « islam de France modéré » que l'on avance afin de lutter contre l'idéologie islamiste radicale et/ou jihadiste, qui, bien sûr, n'a « rien à voir avec l'islam ». Bienvenus dans l'univers de la *taqiya*...